

à propos

Le magazine du
KOFF pour la
promotion de la paix



Migration et promotion de la paix

swiss
peace

Schweizerische Friedensstiftung
Fondation suisse pour la paix
Fondazione svizzera per la pace
Swiss Peace Foundation

1

point fort

La coopération au développement et la promotion de la paix ont un rôle à jouer dans la lutte contre les migrations forcées

2

dossier

Garantir aux enfants de réfugiés et de migrants un accès à l'éducation pour favoriser une paix durable

La diaspora colombienne : vérité, mémoire et réconciliation

Autonomisation des migrantes indonésiennes

Sensibilité aux conflits et éducation à la paix dans le contexte de l'exil et de la migration

Apatridie, expulsions et violations des droits humains sur l'île d'Haïti

Prévention de la violence : réintégration sociale des jeunes migrants expulsés de retour au Salvador

Offrir de nouvelles perspectives : Caritas Suisse en Colombie

Politique migratoire extérieure de la Suisse : les nouveautés

3

pour aller plus loin

Corrélation entre migrations et conflits

4

actualité

Organisations membres du KOFF

Première Conférence annuelle de la Plateforme de la société civile suisse sur la migration et le développement

swisspeace / KOFF

5

calendrier

Événements

editorial

La migration entraîne des conflits, et inversement. Ces deux liens de causalité semblent faciles à comprendre et sont évoqués chaque jour lors de débats. Toutefois, la relation entre ces deux phénomènes est plus complexe qu'elle n'y paraît et il existe un risque qu'elle soit instrumentalisée politiquement.

Dans cette édition, les interactions entre migration et promotion de la paix sont donc étudiées sous différents angles. L'ensemble des articles proviennent de nos ONG membres. Les auteurs décrivent des pistes de solutions originales qui montrent comment aider les hommes et les femmes pris en tenaille entre migration et conflit. Ils expliquent ainsi que la promotion de la paix est un instrument clé pour gérer la problématique des migrations.

Par ailleurs, le dernier article de la rubrique « Dossier » expose brièvement les nouveautés en matière de politique migratoire extérieure fédérale.

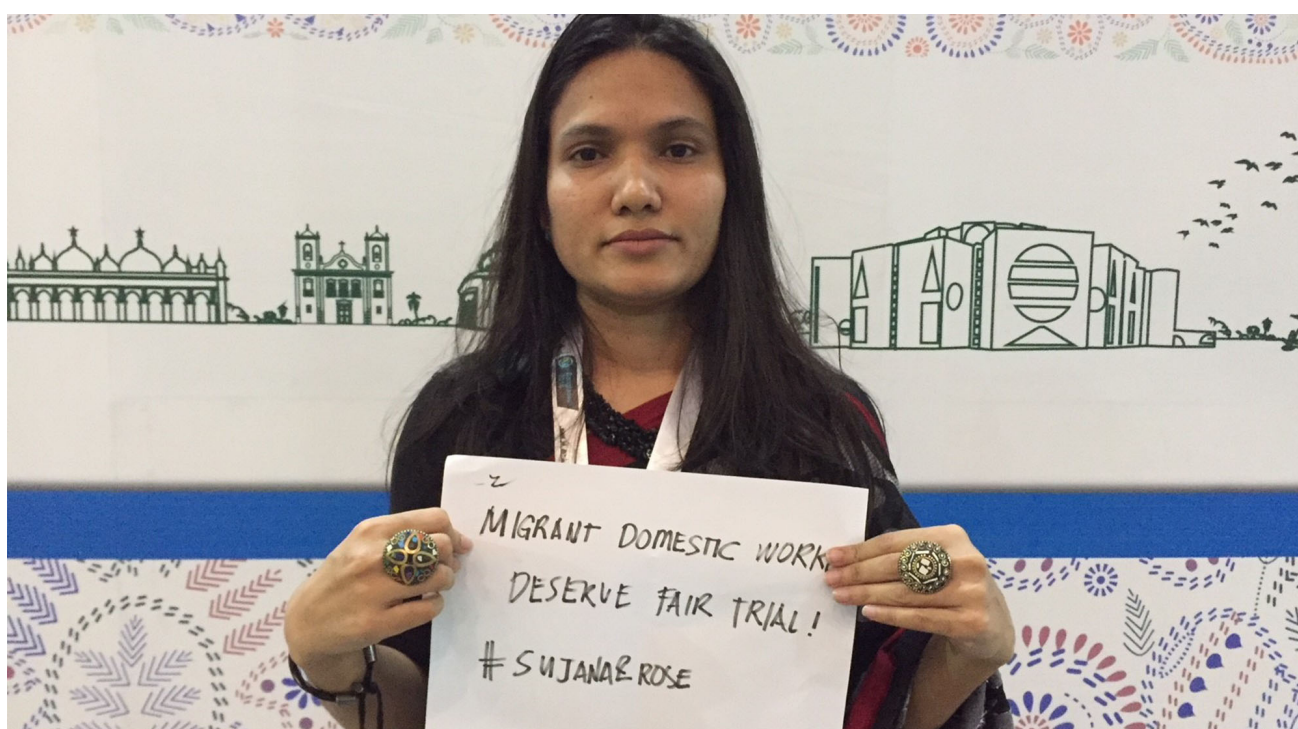
J'aimerais profiter de cette édition pour saluer le départ de Sidonia Gabriel, cheffe de projet du KOFF, et souhaiter la bienvenue à Anna Leissing, nouvelle directrice du KOFF. Nous remercions Sidonia Gabriel pour son travail et lui adressons nos meilleurs vœux pour l'avenir. Nous souhaitons à Anna Leissing beaucoup de réussite à son nouveau poste.

Ceci est mon premier magazine KOFF en tant que rédactrice. Je suis heureuse d'avoir intégré l'équipe et je suis impatiente de travailler sur des sujets tant passionnants que variés.

[Amélie Lustenberger](#), rédactrice

point fort

La coopération au développement et la promotion de la paix ont un rôle à jouer dans la lutte contre les migrations forcées



Global Forum on Migration and Development (GFMD) 2016 à l'intérieur du hall d'entrée de la Conférence de Dhaka, Bangladesh, où les participants ont présenté un message. Photo de Caritas Schweiz

L'exil et l'expulsion sont généralement les conséquences directes de conflits violents, de persécutions politiques ou des effets du changement climatique. De par leur travail axé sur le long terme, la coopération au développement et la promotion de la paix combattent les causes profondes des migrations telles que la pauvreté, l'exclusion, la ségrégation et l'exploitation, et elles contribuent à créer les conditions sociopolitiques et économiques permettant d'agir contre les migrations forcées. Parallèlement, elles concourent à rendre plus sûrs les couloirs de migration et à défendre les droits des réfugiés et des déplacés internes. Ce dernier aspect est particulièrement important pour la Suisse, qui a inscrit la paix et les droits humains dans sa Constitution. L'enjeu est une politique extérieure – en

matière de migration, de paix et de développement – solidaire et cohérente, à même de protéger les personnes les plus vulnérables contre les conséquences violentes des conflits et de garantir que la vulnérabilité des migrants ne soit pas utilisée à des fins politiques. Il faut toutefois avoir conscience des limites des instruments précités : ni la coopération au développement, ni la promotion de la paix ne pourront empêcher les migrations soudaines causées par les situations d'urgence. Il serait imprudent et contre-productif d'entretenir de faux espoirs et d'exercer une pression politique sur ce point.

Les paragraphes suivants tentent de mettre en relation les instruments de la promotion de la paix, de la même façon que ceux de la coopération au développement, avec les défis en matière de migration dans les situations de conflit et de post-conflit. Il s'agit là d'une démarche largement nouvelle. Si celle-ci suscite l'intérêt de ses organisations membres, le KOFF engagera à l'avenir un processus de réflexion commune à ce sujet.

Impulsions données par la coopération au développement

Les processus de migration sont complexes, en particulier dans les contextes de conflit ou de post-conflit : la situation évolue alors en permanence, et il n'y a pas ou presque pas de structures étatiques capables ou désireuses de relever les défis. Parallèlement aux réfugiés reconnus, dont le statut et la protection sont définis par des conventions multilatérales, le nombre de déplacés internes et de personnes en quête de protection, qui sont d'autant plus vulnérables que leur situation juridique n'a pas été clarifiée, ne cesse de croître.

Les organisations de développement, qui ont pour tâche centrale de lutter contre la pauvreté et l'exclusion, peuvent alors apporter au cas par cas des améliorations ponctuelles et donner des impulsions sur le long terme pour réduire certaines causes des migrations : elles s'engagent par exemple dans l'infrastructure et la formation (de base et/ou professionnelle), elles soutiennent les projets d'agriculture durable et aident à accroître la valeur ajoutée, elles œuvrent à la création d'emplois et à des conditions de travail décentes, et elles luttent contre les abus dans la migration professionnelle induite par la pauvreté (notamment contre la traite des êtres humains). La coopération au développement ne peut toutefois pas déployer d'action directe pour prévenir les migrations.

Cela vaut également pour l'engagement de la diaspora, dont le rôle figure de plus en plus souvent sur l'agenda international en matière de migration : les personnes émigrées envoient en effet de grandes quantités d'argent à leurs proches restés au pays et disposent ainsi du potentiel pour réaliser des projets prometteurs dans leur pays d'origine. La diaspora représente donc la contribution positive des migrations et montre l'importance de la mobilité telle qu'elle est inscrite dans l'« agenda 2030 de développement durable ».

Potentiels de la promotion de la paix

L'importance de la promotion de la paix en matière de migration peut être déclinée en quatre phases : la première concerne l'exil motivé par des opérations de combat contre des groupes politiques ou ethniques et leurs membres. La promotion de la paix travaille alors surtout par le biais de processus de médiation et par des accords locaux de cessez-le-feu, si possible inclusifs : toutes les parties doivent être impliquées directement ou indirectement. Cela conduit à des accords qui tiennent compte des structures de gouvernance traditionnelles et des besoins des différents groupes de la population, donnant ainsi aux habitants la possibilité de rester une fois que les actes de violence ont pris fin.

La deuxième phase porte sur la situation des personnes ayant pris la fuite : la promotion de la paix bénéficie, notamment par le biais de la médiation, d'un accès privilégié aux groupes armés qui, comme c'est le cas au Sahel, soutiennent de manière décisive la traite des êtres humains, voire y participent. Bien que la sensibilisation de ces groupes aux droits des réfugiés ne fasse normalement pas partie du travail central de promotion de la paix, elle pourrait inciter les groupes armés à s'engager à respecter la dignité et les droits des migrants, surtout s'ils souhaitent être reconnus et pris au sérieux au niveau international. Cette approche est très délicate mais vaudrait la peine d'être explorée, et des expériences ont déjà été réalisées en ce sens dans la médiation humanitaire.

La troisième phase concerne le retour : pendant les négociations d'un accord de paix, les personnes se trouvant dans des camps de réfugiés et des camps de déplacés internes sont interrogées sur leurs préoccupations afin que celles-ci soient reprises et garanties dans l'accord. On leur demande en particulier dans quelles conditions elles accepteraient de rentrer chez elles après un conflit violent. Cette approche a été adoptée au Mali, mais elle n'a pour l'instant pas entraîné de retour de masse parce que le processus de paix piétine encore et que la confiance dans les institutions gouvernementales et dans les groupes non gouvernementaux n'a pas pu être établie.

La quatrième phase porte sur la justice transitionnelle et sur la manière de gérer le passé : les conflits, l'exil et le retour sont liés à des expériences traumatisantes qui ne touchent pas seulement des individus, mais des groupes entiers de population, des institutions publiques et privées et leurs employés (police, armée, etc.). Le rétablissement de la paix nécessite d'effectuer un travail sur le passé en octroyant le droit de connaître la vérité, d'obtenir justice et, le cas échéant, de recevoir des dédommagements, tout en donnant certaines garanties pour créer la stabilité. Ces mesures peuvent favoriser l'instauration de la confiance, rendant possible le retour dans le pays d'origine.

Sur la voie du « Pacte mondial pour les migrations »

Trois axes se dessinent dans le dialogue politique national et international : (1) les administrations publiques et en particulier les acteurs politiques aspirent à une gestion des migrations ; (2) les acteurs de la société civile se concentrent sur le respect des droits humains et la garantie de conditions décentes pour les personnes chassées ou déjà exilées ; et (3) le Programme 2030 s'intéresse aussi bien aux pays d'origine qu'aux pays d'accueil et veut satisfaire les différents intérêts des membres de l'ONU. L'ONU tente de réunir ces intérêts divergents dans un cadre mondial soutenu par tous les États : à travers l'élaboration des accords pour les réfugiés (Pacte mondial pour les réfugiés) et pour les migrations (Pacte mondial pour les migrations), elle veut lancer un dialogue global pour concilier, sur la base des droits humains, migration, mobilité et développement durable.

Au niveau mondial, l'agenda 2030 met en lumière le rôle positif de la migration et sa contribution à la réalisation des « objectifs de développement durable » (ODD) dans plus de 10 sous-objectifs. Sa mise en œuvre dans les domaines de la lutte contre la pauvreté et de la résolution des conflits va cependant se heurter au niveau national à une gestion réactive et non proactive de la migration. Cette dissension doit être traitée et surmontée au niveau mondial dans le cadre des accords. Les acteurs de la société civile demandent une amélioration de la protection des migrants dans les conventions internationales et la poursuite du dialogue au niveau national. Pour la Suisse, cela signifie que les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux impliqués devraient rapidement se rassembler pour ouvrir le dialogue politique sur le Pacte mondial pour les migrations afin de discuter des défis et d'élaborer des recommandations les plus concrètes possibles. Des espaces tels que mdplatform et le KOFF peuvent y apporter leur contribution.

[Caritas Suisse](#)

Peter Aeberhard

paeberhard@caritas.ch

coordinateur de mdplatform

[swisspeace](#)

Sidonia Gabriel

sidonia.gabriel@swisspeace.ch

responsable du programme « Policy & Platform » et du projet KOFF

[Helvetas Swiss Intercooperation](#)

Geert van Dok

geert.vandok@helvetas.org

expert en politique de développement

Garantir aux enfants de réfugiés et de migrants un accès à l'éducation pour favoriser une paix durable



Enseignement dans des camps pour déplacés internes à Myanmar/Birmanie. Photo de la Fondation Village d'enfants Pestalozzi

L'engagement de la Fondation Village d'enfants Pestalozzi dans douze pays met l'accent sur le lien étroit entre une éducation de qualité et un monde plus pacifique. L'éducation des enfants contribue en effet au respect de leurs droits et au développement de l'ouverture et des compétences interculturelles, afin de lutter contre les préjugés et la méfiance enracinés dans leur culture.

Pour mener à bien cette mission, la Fondation Village d'enfants Pestalozzi soutient depuis 2013 au Myanmar, en partenariat avec une organisation locale, les enfants des déplacés internes dans 14 des 167 camps que compte le pays. Les combats entre l'armée nationale du Myanmar et l'Armée pour l'indépendance du Kachin ont en effet forcé une partie des habitants à fuir pour assurer leur sécurité et à trouver refuge dans des camps. En y fournissant des espaces sûrs et équipés destinés à l'enseignement, la fondation et son partenaire local garantissent à plus de 2000 enfants déplacés un accès à l'éducation. Des enseignants qualifiés leur apprennent non seulement à lire et à écrire, mais ils leur transmettent aussi les connaissances nécessaires pour mieux comprendre les causes

profondes de la violence et des conflits armés. La compréhension interculturelle et la tolérance sont une clé et un préalable essentiel pour vivre en paix dans les sociétés multiculturelles.

En collaboration avec un partenaire local, l'UNICEF et le Conseil norvégien pour les réfugiés, la Fondation Village d'enfants Pestalozzi soutient par ailleurs plus de 200 enfants de retour au Honduras afin de réduire les migrations et de faire face à leurs conséquences psychologiques. Chaque année, des milliers d'enfants originaires du Honduras, du Guatemala et du Salvador émigrent principalement aux États-Unis pour fuir la violence, dans l'espoir d'un regroupement familial et d'une vie meilleure. Pourtant, un grand nombre d'entre eux rentrent traumatisés au Honduras. Ces enfants rapatriés ne parviennent souvent pas à se réintégrer dans le système éducatif, qui ne répond pas à leurs besoins spécifiques. En développant des programmes scolaires adaptés, en fournissant à ces jeunes un soutien psychologique et en sensibilisant leurs camarades, leurs enseignants et les communautés locales à la discrimination dont ils sont victimes, le projet vise à garantir qu'ils terminent avec succès leur scolarité.

[Fondation Village d'enfants Pestalozzi](#)

Bianca Schellander

b.schellander@pestalozzi.ch

[Fondation Village d'enfants Pestalozzi](#)

Grégory Häuptli

g.haeuptli@pestalozzi.ch

[links](#)

- [Fondation Village d'enfants Pestalozzi](#)

dossier

La diaspora colombienne : vérité, mémoire et réconciliation



Membres de la Commission pour la vérité, la mémoire et la réconciliation. Photo d'Ingrid Guyon/Conciliation Resources

Ces dernières décennies, des millions d'hommes et de femmes, pour la plupart directement victimes de la guerre, ont quitté la Colombie en quête d'un meilleur avenir. Mais, en dehors des transferts de salaires, l'influence de la diaspora colombienne sur le plan social et politique reste largement invisible, tant en Colombie qu'à l'étranger. Alors que la Colombie s'attache à reconstruire sa mémoire historique afin de surmonter un passé violent et de poser les bases d'un avenir apaisé, les Colombiens émigrés à l'étranger s'organisent pour faire partie de cette action collective.

En 2014, avec le soutien de Conciliation Resources, un groupe de femmes a créé à Londres et à Barcelone la « Truth, Memory and Reconciliation Commission of Colombian Women in the Diaspora » (TMRC, Commission pour la vérité, la mémoire et la réconciliation des femmes colombiennes dans la diaspora), une initiative dont le but est d'aider à guérir des traumatismes liés au conflit et à la migration et de promouvoir l'autonomisation des femmes. Ces femmes ont mis au point une méthodologie innovante de « mémoire active », qui documente l'expérience de la guerre et de la migration à travers des témoignages publics et une analyse de groupe, mettant en évidence le pouvoir des femmes au-delà de leur statut de victimes. De plus, elles transforment les témoignages reçus en expositions, films, musique, poèmes ou pièces de théâtre, dont certains contribueront aux processus officiels de recherche de la vérité, de construction de la mémoire et de réconciliation en Colombie.

Grâce à un processus porté majoritairement par des bénévoles, cette commission informelle a accompli les actions suivantes : Prise en charge psychosociale, autonomisation et réconciliation de quelque 400 participantes, analyse critique d'éléments en rapport avec la vérité, la mémoire et la réconciliation et identification de schémas récurrents parmi les femmes de la diaspora.

La TMRC a également constaté la difficulté pour la diaspora à bénéficier de l'aide financière

internationale afin d'œuvrer depuis l'étranger à la paix et au respect des droits humains, et elle demande à la communauté des bailleurs de fonds de modifier ses appels à propositions afin d'y inclure la diaspora.

Le travail de la TMRC est en train d'être reproduit à Stockholm, Oslo et Bruxelles. Sa coordinatrice, Helga Flamtermesky, décrit le but de la TMRC en ces termes : « La commission entend transformer les expériences des femmes en connaissances, qui seront à leur tour transformées en outils pouvant être transmis à d'autres femmes. »

[Conciliation Resources](#)

Emily Deeming

edeeming@c-r.org

[links](#)

- [Truth, Memory and Reconciliation Commission of Colombian women in the diaspora – pilot phase achievements \(anglais\)](#)
- [Film: Breaking the silence \(anglais\)](#)

dossier

Autonomisation des migrantes indonésiennes



Des migrantes trouvent protection et espoir au refuge de Hong Kong. Photo de Mission 21

Chaque année, plusieurs centaines de milliers d'Indonésiennes partent travailler comme

domestiques et gardes d'enfants en Malaisie, à Hong Kong, à Singapour, en Asie de l'Est et dans les pays arabes. En plus des salaires minimales et des conditions de travail et de vie souvent déplorables, les cas de maltraitance physique et sexuelle ne sont pas rares. Les agences de placement et les employeurs maintiennent fréquemment les travailleuses immigrées dans l'isolement et les traitent comme des objets. Les malheureuses sont en outre peu préparées à ces situations, ne disposent pas des connaissances linguistiques et culturelles nécessaires et ne savent pas quels sont leurs droits ni comment les faire respecter. Les conflits avec les employeurs et les agences de placement ne sont pas résolus à temps et dégènèrent en violences.

Sur l'initiative de son partenaire en Asie, Mission 21 s'engage à Hong Kong dans un centre d'accueil d'urgence pour les employées victimes de mauvais traitements. L'association y propose un programme d'autonomisation comprenant un accompagnement psychologique et juridique, ainsi qu'un vaste éventail de cours. Dans le cadre de ce nouveau programme d'action international contre les violences faites aux femmes, une attention particulière est portée au renforcement de la prévention dans les régions d'émigration d'Indonésie et à l'aide à la réintégration. Le projet a pour objectif de mettre en garde contre la traite des êtres humains et la prostitution, mais aussi de présenter d'autres sources potentielles de revenus. La réintégration dans les réseaux familiaux et sociaux du pays d'origine est en effet très difficile, voire source de conflit, lorsque ces femmes rentrent traumatisées, avec un enfant né hors mariage ou sans argent. La création d'un réseau mettant en contact les travailleuses revenues et celles qui s'appêtent à partir leur permet d'échanger témoignages et conseils directement issus du vécu.

Grâce à femmes formées et jouant les relais, les activités de promotion des droits des femmes sont renforcées aux niveaux local, national et international. Ces militantes se livrent actuellement à un lobbying intensif auprès du parlement indonésien afin de faire ratifier une loi sur un recrutement et un placement de travailleuses immigrées plus respectueux de la dignité humaine.

Il est nécessaire d'avoir une approche sensible aux conflits à chaque étape du cycle migratoire. Il faut également remédier aux violences structurelles et directes faites aux femmes, comme apaiser les tensions entre les travailleuses elles-mêmes, lorsqu'elles doivent vivre ensemble dans un espace restreint comme le centre d'accueil d'urgence de Hong Kong alors qu'elles sont issues de culture et de religion différentes.

[Mission 21](#)

Katharina Gfeller

katharina.gfeller@mission-21.org

Team Leader Asia-Latin America

[links](#)

- [Projets Hongkong S.A.R., Chine](#)
- [Projets Indonésie](#)

Sensibilité aux conflits et éducation à la paix dans le contexte de l'exil et de la migration



« Non à la violence » Enseignante dans une salle de classe du camp de réfugiés de Zaatari. Photo de Dagmar Nolden/Berghof Foundation.

Les approches fondées sur la sensibilité aux conflits sont pertinentes également dans le contexte de l'exil et de la migration. Elles permettent en effet de mettre en évidence les effets de l'aide et de les soumettre à une analyse critique. C'est pourquoi le programme « Friedenspädagogik & Globales Lernen » (éducation à la paix et apprentissage global) de la Fondation Berghof développe et expérimente, depuis 2015, différents formats dans le domaine de l'éducation à la paix à destination des réfugiés et des personnes engagées auprès d'eux en Allemagne et dans d'autres pays.

Le programme fait appel à des méthodes interactives et axées sur le dialogue, qui créent des espaces propices à un apprentissage commun de la non-violence, de la gestion réussie des conflits et de la sensibilité vis-à-vis de leur émergence. Les participants peuvent ainsi non seulement apprendre les uns des autres et apprendre à mieux se connaître mutuellement, mais aussi partager leurs expériences, changer de perspectives, réfléchir sur leur propre action et discuter de solutions communes pour parvenir à vivre ensemble en paix. La composition parfois inédite des groupes rend ce travail particulièrement intéressant. En Jordanie, par exemple, des collaborateurs syriens et jordaniens d'organisations internationales participent ensemble à un cours de qualification dans les

camps de réfugiés d’Azraq et de Zaatari. Des étudiants internationaux en travail social échangent leurs expériences avec leurs collègues syriens dans les camps de réfugiés jordaniens. En Allemagne, enfin, les formations permettent d’instaurer un dialogue entre les réfugiés et les personnes impliquées à titre professionnel ou dans un engagement citoyen.

Une combinaison d’approches relevant de l’éducation à la paix, de la pédagogie théâtrale et du renforcement de la résilience a fait ses preuves pour atteindre ces groupes cibles.

Avec le soutien du Ministère allemand des Affaires étrangères, la Fondation Berghof prévoit de poursuivre en 2018 ses travaux auprès des réfugiés en Jordanie sur l’éducation à la non-violence et la sensibilité aux conflits. En Allemagne et dans les pays voisins, les personnes engagées dans le domaine de l’asile et de la migration peuvent demander à suivre des formations ou trouver de l’inspiration dans les nombreuses publications disponibles, comme la série de posters didactiques sur l’éducation à la paix, intitulée « Aide aux réfugiés axée sur la sensibilité aux conflits ».

Fondation Berghof

Dagmar Nolden

d.nolden@berghof-foundation.org

Gestionnaire de projet « Peace Education & Global Learning »

links

- [aide aux réfugiés axée sur la sensibilité aux conflits : accompagnement, qualification et encouragement des volontaires \(allemand\)](#)
- [éducation à la non-violence en Jordanie \(allemand\)](#)
- [parler de la guerre et de l’exil dans l’enseignement. Approches biographiques et supports didactiques \(allemand\)](#)
- [Rapport sur la paix 2016 – brochure didactique. Aides pédagogiques et supports \(allemand\)](#)
- [ateliers sur l’aide aux réfugiés axée sur la sensibilité aux conflits \(allemand\)](#)

dossier

Apatridie, expulsions et violations des droits humains sur l’île d’Haïti



Arrivée de migrants haïtiens expulsés au poste-frontière de Belladère. Photo de SJMSFw-Haïti

En septembre 2013, la Cour Constitutionnelle de la République dominicaine a adopté un arrêt qui déchoit de la nationalité dominicaine toute personne née sur le territoire dominicain entre 1929 et 2010 et dont les parents se trouvaient en situation de « transit » au moment de sa naissance. Plus de 200 000 personnes, en immense majorité d'ascendance haïtienne, sont devenues ainsi apatrides.

Cette situation est le fruit d'une idéologie ultranationaliste teintée d'anti-haïtianisme qui assimile la migration haïtienne vers la République Dominicaine à une « invasion pacifique ». Or, cette migration a longtemps été encouragée par l'État dominicain car elle pourvoyait une main d'œuvre bon marché, notamment à l'industrie sucrière. Lorsque ladite industrie a commencé à décliner au cours des années 1980, la présence de ces Haïtien-ne-s et Dominicain-e-s d'ascendance haïtienne n'a plus été vue d'un très bon œil.

À partir de juin 2015, des expulsions massives des ressortissant-e-s haïtien-ne-s du territoire dominicain se sont mises en place sous prétexte que ces personnes se trouvaient en situation d'irrégularité dans le pays. Or, des personnes en possession de documents de séjour valides ont aussi été expulsées, ainsi que des Dominicain-e-s d'ascendance haïtienne. En outre, des cas de violences, séparation des familles, et destruction de papiers d'identité des migrant-e-s ont été dénoncés.

Eirene Suisse est une organisation qui lutte pour la promotion de la paix et qui travaille dans le domaine de la coopération par échange de personnes. Depuis plusieurs années, nous appuyons des ONGs haïtiennes de défense des droits des migrant-e-s, tel que le SJM/SFw-Haïti (Service Jésuite aux Migrants/Solidarite Fwontalye-Haïti) ou le GARR (Groupe d'appui aux Rapatriés et Réfugiés). Actuellement, deux volontaires suisses travaillent au renforcement du secteur communication et plaidoyer de ces deux organisations, dans l'objectif d'appuyer les expulsé-e-s de la République dominicaine dans l'accès à leurs droits.

Le GARR et le SJM/SFw-Haïti travaillent en coordination avec d'autres organisations de la société civile d'Haïti et de la République dominicaine pour promouvoir le respect des droits humains et des relations harmonieuses entre les deux pays.

Eirene Suisse

Patricia Carron

patricia.carron@eirenesuisse.ch

Chargée de programme

Eirene Suisse

Kim-Mai Vu

kimmai.vu@gmail.com

Volontaire

links

- Guerrero Johnny, « El discurso de invasión pacífica haitiana y unificación de la isla »
(espagnol)

dossier

Prévention de la violence : réintégration sociale des jeunes migrants expulsés de retour au Salvador



Contrôle de police des Jeunes au Salvador. Photo de José Ramiro Laínez Sorto / terre des hommes suisse

Le phénomène de migration de jeunes d'Amérique centrale vers les États-Unis a pris une ampleur considérable ces dernières années. La cause de leur départ est liée principalement à la violence chronique qui gangrène la région. En parallèle, les contrôles à la frontière entre les États-Unis et le Mexique ont été renforcés, notamment sous l'effet de la politique d'immigration du gouvernement Trump, ce qui entraîne une hausse du nombre d'expulsions de ces jeunes migrants.

Ces personnes sont confrontées à de multiples traumatismes : elles sont en effet très nombreuses à avoir quitté leur pays d'origine pour fuir la violence exercée par les gangs, les fameux « maras » connus pour leurs agissements prenant la forme d'exploitation, d'assassinats et de recrutement forcé. Ensuite, lorsque ces jeunes prennent la route vers le nord pour laisser cette violence derrière eux, ils sont exposés à des dangers mortels sur leur parcours. Et quand ils parviennent enfin à atteindre les frontières, ils sont placés en détention puis expulsés par les services américains ou mexicains chargés des migrations. Ils reviennent alors dans leur pays natal à la fois brisés, frustrés et désespérés. Pour couronner le tout, dans leurs communautés d'origine, ces jeunes rapatriés sont souvent stigmatisés comme étant des criminels et des « perdants ». Sans programmes de réintégration systématiques, ils ont de grandes chances d'être embrigadés dans les gangs criminels, très répandus au sein de la jeunesse, ou de tomber dans le trafic de drogues.

C'est pourquoi terre des hommes schweiz et terre des hommes Deutschland soutiennent, en coopération avec leur partenaire local ACISAM, un projet pilote de soutien psychosocial pour ces jeunes migrants au Salvador. Les ONG comblent ainsi une lacune importante dans les programmes sociaux mis en place par l'État. Le projet a pour but d'identifier les besoins spécifiques des jeunes rapatriés via une enquête participative et des groupes de discussion au sein des communautés, qui doivent aussi contribuer à briser la stigmatisation négative qui frappe ces personnes. Les conclusions de ce projet permettront de développer des concepts plus complets pour leur réintégration. Les approches psychosociales sont en effet essentielles pour surmonter les multiples traumatismes qu'elles ont subis. En matière

de réintégration sociale, seules des approches ciblées et intégrées pourront empêcher ces jeunes d'être entraînés dans le cercle vicieux de la violence.

[terre des hommes suisse](#)

Andrea Zellhuber

andrea.zellhuber@terredeshommes.ch

Conseiller thématique sur la prévention de la violence

[terre des hommes suisse](#)

Lesli Gutiérrez Garduño

lesli.gutierrez@terredeshommes.ch

Conseillère junior sur la migration

[links](#)

- [Amérique centrale: Augmentation du nombre des mineurs non accompagnés \(allemand\)](#)
- [Surge in number of unaccompanied minors in Central America as violence escalates \(anglais\)](#)
- [Nous aidons les enfants au Salvador \(allemand\)](#)
- [Documentation sur la migration d'Amérique centrale aux États-Unis \(allemand\) 1](#)
- [Documentation sur la migration d'Amérique centrale aux États-Unis \(allemand\) 2](#)

dossier

Offrir de nouvelles perspectives : Caritas Suisse en Colombie



Centre de formation de l'organisation Fe y Alegría, Bogota, Colombie. Photo de Caritas Suisse

Lorsque l'on travaille dans une zone de conflit, on est inévitablement confronté à la thématique de la migration. C'est précisément dans les contextes fragiles et les situations de crise persistante qu'il est nécessaire d'atténuer la grande détresse dans laquelle se trouvent les migrants et de contribuer à leur inclusion à long terme dans la société. Par ailleurs, travailler dans un tel environnement comporte des défis complexes, notamment en raison de la forte mobilité des populations et du milieu urbain. Un exemple issu des actions de Caritas Suisse en Colombie illustre ce constat.

Au cours d'un conflit de plus de cinquante ans, plus de sept millions de personnes ont été obligées de fuir leur lieu d'origine pour s'installer ailleurs dans leur propre pays. Même après la signature d'un accord de paix fin 2016 entre les FARC et le gouvernement colombien, les exodes forcés ont persisté. Nombre de ces « déplacés internes » se sont réfugiés dans les villes ou les centres urbains, où ils sont confrontés non seulement au chômage et à la pauvreté, mais aussi à de la violence de bandes criminelles et de groupes armés. Pour éviter que leurs enfants soient enrôlés, maltraités ou impliqués dans des activités illégales, de nombreuses familles sont forcées de changer régulièrement de quartiers ou de villes. Ces déplacements répétés nuisent aux possibilités des adolescents et des jeunes adultes de suivre une formation et de s'assurer un revenu.

Le travail de Caritas Suisse et de ses partenaires locaux mêle l'aide d'urgence à un travail de fond visant à intégrer de manière pacifique les personnes déplacées dans leur propre pays. La priorité est de soutenir sur le plan social, psychologique, juridique et politique les adolescents vivant dans des milieux urbains violents et de permettre aux jeunes adultes d'avoir accès à une formation professionnelle et à une activité rémunératrice. Les approches sensibles au conflit et au genre sont dans ce cas cruciales. Promouvoir des organisations pour la jeunesse ancrées au niveau local et créer un réseau étendu d'acteurs variés vise à garantir l'efficacité et la durabilité des projets dans ces environnements instables.

[Caritas Suisse](#)

Janne Christ

jchrist@caritas.ch
chargée de programme Colombie
[Caritas Suisse](#)
Katharina Thurnheer
kthurnheer@caritas.ch
Senior Advisor Migration

links

- [De nouvelles perspectives pour la jeunesse vulnérable \(allemand\)](#)

dossier

Politique migratoire extérieure de la Suisse : les nouveautés

Le rapport de 2011 sur la coopération en matière de migration internationale constitue le fondement de la politique migratoire extérieure de la Suisse et en énumère les principaux acteurs, à savoir : le SEM, la DDC, la DSH, les divisions géographiques de la Direction politique du DFAE, le SECO, l'Office fédéral de la police, le Corps des gardes-frontière et l'Office fédéral de la santé publique. La DSH dispose en outre depuis cet été de sa propre section consacrée à la politique migratoire extérieure.

Fin 2016, le Conseil fédéral a évalué les structures actuelles de la coopération en matière de migration internationale et a consigné ses résultats dans un rapport. L'objectif était de démontrer qu'il est possible de renforcer la coopération entre les départements impliqués dans la politique migratoire extérieure et de restructurer la coopération en matière de migration internationale sur le plan stratégique pour la rendre plus efficace.

Les tâches jusqu'ici accomplies par Eduard Gnesa, ambassadeur extraordinaire chargé de la collaboration internationale en matière de migrations, en retraite depuis début 2017, ont été réparties entre le DFJP et le DFAE. Un nouveau poste d'ambassadeur chargé du développement, du déplacement forcé et de la migration a été créé au DFAE. Il est pourvu depuis septembre 2017 par Pietro Mona.

links

- [Rapport sur la coopération en matière de migration internationale \(2011\)](#)
- [Rapport 2016 du Conseil fédéral sur les activités de la politique migratoire extérieure de la Suisse](#)
- [Organes de la structure interdépartementale de la coopération en matière de migration internationale \(allemand\)](#)

pour aller plus loin

Corrélation entre migrations et conflits

Selon les «Trends in Armed Conflict du PRIO» et le «Global Peace Index 2017», le nombre de conflits violents a augmenté au cours des dix dernières années, tout comme le nombre de civils qui en sont touchés. Parallèlement, on a vu apparaître des flux migratoires dont l'ampleur rappelle les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. Ce contexte pousse les chercheurs à s'intéresser de près aux liens entre conflits et migrations.

Dans son article «Migrants, Refugees and Insecurity. Current Threats to Peace?», Robert Lohrmann expliquait que depuis la fin de la guerre froide, la perception des menaces pesant sur l'ordre international s'était transformée. Les acteurs occidentaux de la sécurité avaient porté de moins en moins leur attention sur des scénarios militaires, et de plus en plus sur des menaces non-militaires. Les flux de migrants, toujours selon Lohrmann, ont d'emblée été perçus comme un péril pour la paix, et ce à trois égards: ils menaceraient la sécurité des pays d'origine et de transit, la sécurité inter-étatique, et la sécurité humaine individuelle. En eux-mêmes, les migrations sont la plupart du temps une réaction à des conflits inter-étatiques, à des violations systématiques des droits humains, à des situations critiques de pauvreté et à des catastrophes environnementales. Mais à leur tour, les flux migratoires, notamment les flux illégaux, créeraient de nouveaux conflits en influençant la situation économique, ethnique, religieuse, linguistique et culturelle des sociétés hôtes dans les pays de transit et de destination.

Cependant, cette vision entraîne une fixation problématique sur le lien négatif entre migrations et conflits: les migrations sont le fruit des conflits, et entraînent de nouveaux conflits. Différents chercheurs ont donc remis en cause cette corrélation rigide entre migrations et conflits, en rappelant les effets positifs des migrations, par exemple sur le marché mondial du travail, sur la coopération internationale, la situation humanitaire des personnes concernées et l'évolution économique des pays d'origine via l'argent envoyé par la diaspora.

Hein de Haas souligne quant à lui dans son article «Migration and Development. A Theoretical Perspective», qui a donné lieu à de nombreux commentaires, que depuis longtemps déjà, le discours sur les migrations oscille constamment entre deux pôles, l'un faisant des migrations une «menace pour la sécurité», l'autre un «moteur du développement». De ce fait, les argumentaires choisis par les décideurs de la politique, de l'économie et de la recherche devraient toujours être replacés dans le contexte idéologique qui les a vus émerger.

Il convient donc de porter un regard critique sur les appréciations excessives de l'influence

positive des migrations sur l'ordre mondial. À défaut, les causes profondes des conflits et les processus nécessaires pour engager leur transformation risquent de passer au second plan. Par ailleurs, les migrations ne naissent pas exclusivement des conflits, et ne conduisent pas forcément à des conflits supplémentaires: elles portent aussi en elles une possibilité d'évolution pour les États et de stabilisation de la sécurité pour les personnes. Il est important de ne pas ignorer ce potentiel, mais au contraire de mieux le prendre en compte.

[swisspeace](#)

Dominic Jenni

dominic.jenni@swisspeace.ch

communication swisspeace

[links](#)

- [De Haas, Hein: Migration and Development. A Theoretical Perspective \(anglais\)](#)
- [Lohrmann, Reinhard: Migrants, Refugees and Insecurity. Current Threats to Peace? \(anglais\)](#)
- [Peace Research Institute Oslo \(PRIO\): Trends in Armed Conflict \(anglais\)](#)
- [Institute for Economics and Peace: Global Peace Index 2017 \(anglais\)](#)

actualité

Organisations membres du KOFF

Geneva Peace Week 2017 – La prévention dans les divers secteurs et institutions

Genève accueille un grand nombre d'organisations internationales. La Geneva Peace Week est l'occasion de faire le lien entre les différents acteurs et de mettre en avant leur travail, mais aussi d'offrir un espace de dialogue autour de la promotion de la paix et de la résolution des conflits.

Cette année, du 6 au 10 novembre 2017, quelque 4000 personnes ont assisté à une cinquantaine d'événements, organisés par plus de 90 organisations avec le concours de 150 intervenants. La 4e édition de la Geneva Peace Week était consacrée à la prévention et à la recherche de pistes efficaces pour sa mise en œuvre. Des experts d'horizons variés étaient réunis pour examiner les tendances à venir en matière de prévention, parmi lesquels Ana Maria Menéndez Pérez, Conseillère spéciale pour les questions politiques auprès du Secrétaire général des Nations Unies. Cette dernière a affirmé que l'ONU ne pouvait pas tout faire toute seule et que son action était plus efficace en partenariat avec d'autres organisations. Pour Mme Menéndez, la seule façon d'avancer est d'adopter une

approche inclusive permettant à tous les acteurs de participer aux débats.

Par ailleurs, l'étude sur la prévention menée par l'ONU et la Banque mondiale, intitulée « Pathways for Peace – Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict », a fait l'objet d'une discussion. Parmi les principaux messages qui se dégagent de cette étude figurent le fait que la prévention sauve des vies et se révèle rentable, que les États sont responsables au premier chef de la prévention mais que des efforts sont nécessaires pour inclure d'autres acteurs comme la société civile et le secteur privé, et enfin que le développement économique n'engendre pas automatiquement la paix et que la prévention doit s'inscrire dans une perspective de long terme.

Un autre sujet phare de l'événement était le rôle de la technologie numérique dans la prévention des conflits. Il ressort que la technologie a indéniablement des répercussions importantes, et certaines sessions ont souligné le potentiel du commerce en ligne, du « big data », de l'intelligence artificielle et enfin des systèmes d'information géographique. D'autre part, les participants se sont également intéressés à la manière dont les technologies numériques entraînent une aggravation de certaines menaces, comme le risque de cyberconflits.

[Geneva Peacebuilding Platform](#)

Achim Wennmann

achim.wennmann@graduateinstitute.ch

Executive Coordinator of the Geneva Peacebuilding Platform

links

- [Site Internet de la Geneva Peace Week \(anglais\)](#)
- [Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict \(anglais\)](#)

Table ronde pour la paix en Suisse

Le 2 novembre 2017, Femmes de Paix Autour du Monde a organisé une table ronde pour la paix (« Women's PeaceTable ») en Suisse. À l'automne 2017, trente tables rondes de ce type ont eu lieu partout dans le monde. En Afghanistan, en Colombie, au Mali, au Népal et dans plusieurs autres pays touchés par des conflits, des femmes ont partagé leur vision de la paix.

La table ronde pour la paix organisée en Suisse a présenté les résultats des rencontres qui ont eu lieu dans le monde entier et s'est intéressée à la question suivante : « Quelles mesures la Suisse met-elle en œuvre pour encourager la participation des femmes aux processus de paix ? » La Professeure philippine Miriam Coronel Ferrer, l'une des premières femmes à avoir signé l'accord de paix en qualité de négociatrice en chef, la Docteure Thania Paffenholz de l'institut de hautes études internationales et du développement à Genève, l'ambassadrice Heidi Grau et la conseillère nationale Margret Kiener Nellen ont participé aux discussions. Lors des trente tables rondes pour la paix, les revendications suivantes ont notamment été formulées : un traitement des conflits soucieux de l'égalité entre les sexes, la participation des femmes à la vie politique et leur inclusion, ainsi que la sécurité économique et sociale pour ces dernières. Femmes de Paix Autour du Monde s'engage pour que ces revendications soient intégrées au nouveau Plan d'action national pour la mise en

œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU.

[Femmes de Paix Autour du Monde – Peace Women Across The Globe \(PWAG\)](#)

Flurina Derungs

info@1000peacewomen.org

[links](#)

- [table ronde pour la paix \(allemand\)](#)

Agenda 2030 : la Suisse ouvre le Dialogue

Le 23 octobre 2017, la Confédération a invité un certain nombre d'acteurs de l'administration, de la politique, de la société civile, de l'économie et de la recherche à la manifestation « Agenda 2030 – Défis pour la Suisse ». Cette rencontre s'est déroulée dans le cadre du Dialogue 2030. Répartis en groupes de travail, les participants ont abordé dix thèmes centraux définis à partir du bilan de la Confédération relatif à la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Par ailleurs, les premières conclusions de l'enquête en ligne de la Confédération ont été présentées. Celles-ci recensent les prises de position de la société civile, du secteur privé et des scientifiques concernant la progression de la mise en œuvre par la Suisse des 17 objectifs de développement durable.

Le KOFF n'a pu que noter le peu d'importance accordée à l'objectif n° 16 pour la paix et la justice. Il voit donc là une opportunité, en plus des missions clairement définies par ses organisations membres, de s'investir dans la Plateforme Agenda 2030 de la société civile, créée récemment, et de mettre en évidence la pertinence de la prévention des conflits et de la promotion de la paix pour assurer un développement durable. Anna Leissing a été nommée membre du comité de la Plateforme. Elle assumera donc cette tâche et contribuera au développement et au renforcement de la Plateforme en s'appuyant sur l'expérience du KOFF en matière de mise en place de processus impliquant plusieurs parties prenantes.

[swisspeace](#)

Anna Leissing

Anna.Leissing@swisspeace.ch

Program Officer, Policy & Platform

actualité

Première Conférence annuelle de la

Plateforme de la société civile suisse sur la migration et le développement

tentative pour alimenter le dialogue politique sur la migration et le développement à partir de l'expérience de la société civile suisse

Le 10 novembre 2017, la Plateforme de la société civile suisse sur la migration et le développement (mdplatform.ch) a organisé sa première conférence annuelle. Inaugurée en 2016, mdplatform.ch offre un espace pour le partage d'informations entre les acteurs intéressés par les rapports entre migration et développement. Cette initiative est coordonnée par Caritas Suisse et Helvetas, et financée par la Direction du développement et de la coopération (DDC) de la Confédération suisse. Elle compte actuellement plus de 80 organisations membres.

Intitulée « Migrations et développement : initiatives suisses et débats internationaux – Priorités et expériences de la société civile dans le domaine des migrations et du développement à l'échelle locale et à l'international », cette première conférence poursuivait un double objectif. Le premier était de présenter les expériences pratiques des membres de mdplatform.ch et d'en tirer des enseignements. Leur travail traite en effet de diverses questions liées aux migrations (droits humains, intégration, migrations de travail, etc.) ; il porte sur différentes « phases » du cycle de migration (de la préparation au départ jusqu'au retour au pays) et se déroule dans plusieurs pays (en Suisse comme à l'étranger). Le fait de partager leurs expériences et les défis qu'ils rencontrent au quotidien a permis aux membres de la plateforme d'identifier les implications politiques qui faisaient l'objet de la seconde partie de la conférence. Cette dernière a pris la forme d'un débat d'experts réunissant le maire de Berne, l'ambassadeur suisse chargé du développement, du déplacement forcé et de la migration, ainsi que des représentants de l'Université de Berne, du site Internet albinfo.ch, de Somaliland Swiss Association et de Caritas Suisse. Les intervenants ont ainsi eu l'occasion d'échanger leurs opinions sur leurs priorités respectives dans le contexte plus large des négociations en cours autour d'un Pacte global sur la migration dans le cadre des Nations Unies.

La session du matin comme celle de l'après-midi ont mis en évidence un ensemble de préoccupations communes. Les participants ont ainsi souligné la nécessité de favoriser un changement de perception de la migration. En effet, si elle est souvent dépeinte comme un fardeau, il suffit d'étudier d'un peu plus près le phénomène pour constater les avantages de

cette « mobilité ». Au-delà de l'aspect financier, les bénéfices englobent par exemple les transferts de technologies, le partage de savoir-faire et les échanges culturels. Lors de la conférence, les migrations ont été décrites non seulement comme une réalité historique, mais aussi comme une partie intégrante du développement et une « bouffée d'oxygène pour la société ». Ces remarques ont montré à quel point il est important de mettre en place les conditions cadres nécessaires pour encourager au maximum les évolutions positives tout en travaillant en parallèle sur les causes des départs et sur l'amélioration de la protection dans le cas de la migration forcée.

Par ailleurs, les négociations autour du Pacte global sur la migration ont été présentées comme une opportunité pour contribuer à ce changement de perception et pour améliorer la gouvernance de la migration en mettant l'accent sur la protection des droits des migrants. Les participants ont affirmé la nécessité d'ancrer solidement le Pacte global sur la migration dans le contexte des droits humains et de l'Agenda 2030 de développement durable. Ils ont également souligné qu'il devait contenir des engagements concrets et mesurables pour garantir une mise en œuvre effective tout en comblant les lacunes de protection actuelles. L'approche multipartite qui caractérise le processus de consultation sur le Pacte global devra en outre être renforcée dans la phase de mise en œuvre. Les participants ont attiré l'attention sur le rôle important et les responsabilités de la société civile et du secteur privé pour garantir une mise en œuvre efficace au plan national et international. Enfin, ils ont insisté à plusieurs reprises sur les efforts qui restent à fournir en matière de cohérence des politiques de développement.

Cette première conférence avait pour but d'alimenter le dialogue politique sur le thème de la migration et du développement grâce aux expériences d'un ensemble très varié d'acteurs de la société civile travaillant sur cette question. Elle a donné lieu à des discussions constructives et enrichissantes, ainsi qu'à un apprentissage mutuel entre les participants. Elle constitue enfin une base solide pour poursuivre ces échanges à l'avenir.

[Caritas Suisse](#)

Peter Aeberhard

paeberhard@caritas.ch

mdplatform.ch coordinator

[HELVETAS](#)

Pascal Fendrich

pascal.Fendrich@helvetas.org

mdplatform.ch coordinator

[links](#)

- [mdplatform](#)



Peace Mediation Training

Cette formation vous aidera à mieux comprendre les défis auxquels sont confrontés les médiateurs pour faciliter le dialogue et parvenir à des accords de paix. De plus, vous développerez des compétences en négociation et médiation.

Les médiateurs amènent les parties au conflit à la table des négociations et les aident à trouver des accords. Au cours de la dernière décennie, l'éventail des acteurs dans le domaine de la médiation s'est élargi au-delà des diplomates et des experts de l'ONU, et on fait désormais souvent appel à des médiateurs professionnels. Les participants à la formation découvriront les défis auxquels sont confrontés les médiateurs pour faciliter le dialogue et parvenir à des accords de paix.

La formation aura lieu les 2 et 3 mars 2018 à Bâle.

swisspeace academy
academy@swisspeace.ch

links

- [Informations complémentaires \(anglais\)](#)
- [Inscription jusqu'au 31 décembre 2017 \(anglais\)](#)
- [Prochains cours spécialisés \(anglais\)](#)

Événements

14 et 15 janvier 2018

Bâle, Suisse

[Le Basel Peace Forum repense la paix](#)

Malgré les nombreux efforts entrepris par la communauté internationale, la promotion de la paix essuie des échecs qui remettent en question les succès obtenus par le passé. Le Basel Peace Forum entend se pencher sur les efforts consentis jusqu'à présent et favoriser des idées nouvelles et non conventionnelles.

[Informations complémentaires](#)

Jusqu'au 28 février 2018

Bâle, Suisse

[Inscription à la formation « Preventing Violent Conflicts » de swisspeace](#)

Même si les guerres en Syrie, au Soudan du Sud ou en Ukraine n'ont ni les mêmes acteurs, ni les mêmes facteurs ou dynamiques, elles nous amènent à nous demander comment la violence et son escalade auraient pu être évitées. Ce cours apporte un éclairage sur le concept de prévention des conflits et sur la prévention de l'extrémisme violent et des atrocités de masse, et explore des approches pratiques dans ces domaines. Il aura lieu du 2 au 4 mai 2018.

[Informations complémentaires](#)

[Inscription jusqu'au 28 février 2018](#)

Jusqu'au 31 janvier 2018

Bâle, Suisse

[Inscription au Certificate of Advanced Studies \(CAS\) « Religion & Konflikt » de swisspeace](#)

La religion est-elle une cause de conflit ou un facteur de paix ? Dans ce nouveau CAS sur la religion et les conflits, les participants seront amenés à réfléchir sur les rapports entre l'État et la religion, sur le fait que les religions ont le potentiel d'alimenter les conflits mais aussi de les résoudre et de promouvoir la paix, et sur les méthodes et instruments permettant de gérer les conflits à dimension religieuse. Le cursus commence en avril et se termine en octobre 2018. Il est dispensé en allemand et se compose de 17 journées de cours (du jeudi au samedi).

[Informations complémentaires](#)

[Inscription jusqu'au 31 janvier 2018](#)

Jusqu'au 31 janvier 2018

Bâle, Suisse

[Inscription à la formation « Gender in Conflict & Peacebuilding » de swisspeace](#)

La formation « Gender in Conflict & Peacebuilding » aura lieu les 13 et 14 avril 2018. Elle se penchera sur l'égalité entre les hommes et les femmes dans la promotion de la paix et sur l'application d'une perspective de genre dans le domaine des conflits et de la transformation des conflits. Ce cours peut être suivi en tant que cours spécialisé ou dans le cadre du programme 2017/2018 du Certificate of Advanced Studies (CAS) en promotion civile de la paix (« Civilian Peacebuilding Essentials ») de swisspeace.

[Informations complémentaires](#)

[Inscription jusqu'au 31 janvier 2018](#)

Nouvelle publication

[Ouvrage pédagogique « Global Peace and Security: International Crisis and Conflict Management – with 90 key lessons »](#)

L'efficacité des processus de consolidation de la paix et de renforcement de l'État fait partie des sujets les plus débattus et les plus complexes. Comment la communauté internationale peut-elle réagir face aux défis du conflit et de la fragilité ? Quel est le rôle de l'UE ? Comment les différents acteurs peuvent-ils collaborer selon une « approche globale » ? Entrevoyez-vous une solution pour plus de résilience et de prévention au sein de l'ONU ?

[Informations complémentaires sur l'ouvrage](#)

Ce PDF a été généré automatiquement.
Lire à propos : www.swisspeace.ch/apropos

Éditeur	KOFF de swisspeace
Contact	Sonnenbergstrasse 17, Case postale, CH-3001 Bern Tél.: +41 (0)31 330 12 12
Rédaction	Amélie Lustenberger, Dominic Jenni
Traduction	Furrer Übersetzungen, Übersetzergruppe Zürich
Couverture	Marche de solidarité pour les immigrants à Minnesota (USA) 2017. Photo de Creative Common

KOFF

Die Schweizer Plattform für Friedensförderung
La plateforme suisse de promotion de la paix
The Swiss platform for peacebuilding

Le KOFF est une plateforme d'échange et de dialogue animée par swisspeace. Elle est soutenue par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et les ONG suisses suivantes :

ae-centre	Fondation Hironnelle	Organisation suisse d'aide aux réfugiés
Action de Carême	Fondation Peace Nexus	Palmyrah
Alliance Sud	Fondation village d'enfants	Peace Brigades International Suisse
APRED	Pestalozzi	Peace Watch Switzerland
artasfoundation	Graines de Paix	Quaker United Nations Office
Baha'i	Green Cross Suisse	Société pour les peuples menacés
Brücke · Le pont	Groupe pour une Suisse sans armée	Solidar Suisse
Caritas Suisse	HELVETAS Swiss Intercooperation	SOS Village d'enfants
cfd	IAMANEH Suisse	Stiftung für Integrale
Conseil suisse pour la paix	ICP	Friedensförderung
Croix-Rouge Suisse	Initiative de Lucerne pour la paix et la sécurité (LIPS)	Swiss Academy for Development
DCAF	Interpeace	SWISSAID
Eirene Suisse	Ligue Suisse des femmes catholiques	Terre des Femmes Suisse
Entraide Protestante Suisse	medico international suisse	terre des hommes schweiz
Femmes de Paix Autour du Monde	MIR Suisse	
Femmes pour la Paix Suisse	mission 21	
Fondation Caux – Initiatives et changement	miva – transporte l'aide	